

PREFECTURE DE L'INDRE

SECRETARIAT GENERAL  
Mission Développement Durable  
CB ( DDASS / RP )

**ARRETE 2006 -08-0098 du 9 août 2006**

**modifiant l'arrêté préfectoral 95-E-60 du 11 janvier 1995 autorisant  
la société SITA CENTRE OUEST à exploiter  
une installation collective de stockage de déchets non dangereux  
sur le territoire de la commune de Vicq sur Nahon**

**LE PREFET  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

**Vu** le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.511-1 et suivants et L.541-1 et suivants,  
**Vu** le décret 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application des articles L. 511-1 à L. 517-2,  
**Vu** le décret du 20 mai 1953 modifié, relatif à la nomenclature des installations classées, notamment les rubriques 322 et 2710,  
**Vu** le décret 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets,  
**VU** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié par les arrêtés des 31 décembre 2001, 3 avril 2002 et 19 janvier 2006, relatif installations de stockage de déchets non dangereux,  
**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement,  
**Vu** l'arrêté ministériel du 2 avril 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2710 (déchetteries),  
**VU** l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux,  
**Vu** la circulaire ministérielle du 26 septembre 1975 relative aux stations de transit de résidus urbains,  
**VU** les circulaires des 28 mai 1996 et 23 avril 1999 relatives aux garanties financières pour l'exploitation d'installations de stockage de déchets,  
**Vu** l'arrêté préfectoral 2000-E-1119 du 3 mai 2002, complétant les dispositions applicables aux déchetteries,  
**Vu** le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de l'Indre approuvé par arrêté préfectoral 99-E-2761 du 5 octobre 1999,  
**VU** l'arrêté préfectoral 95-E-60 du 11 janvier 1995 26 autorisant la société GENET à exploiter un centre d'enfouissement technique de résidus urbains au lieudit "Le carré de la Gaultière" sur le territoire de la commune de Vicq sur Nahon , modifié par l'arrêté préfectoral 2000-E-1990 du 12 juillet 2000,

VU l'arrêté préfectoral 98-E-883 du 22 avril 1998 autorisant la société GENET à exploiter un casier amiante lié  
VU les dossiers d'études de mise en conformité du site exploité, déposés par la société GENET les 15 juin 1998 et 27 juin 2002,  
VU le dossier d'évaluation des garanties financières déposé par la société GENET le 14 juin 1999,  
VU la déclaration de changement de dénomination sociale de la société GENET en SITA CENTRE OUEST formulée le 29 mai 2002,  
Vu la demande présentée par la société GENET, le 4 janvier 2002, en vue d'être autorisée à exploiter une station de transit d'ordures ménagères et autres résidus urbains dans l'enceinte du centre d'enfouissement technique de classe II qu'elle exploite à Vicq sur Nahon,  
Vu la demande présentée par la société SITA Centre Ouest, le 1er avril 2005, en vue d'être autorisée à modifier les conditions d'exploitation du centre de stockage qu'elle exploite à Vicq sur Nahon, par étanchéification des casiers et re-circulation des lixiviats,  
Vu l'arrêté préfectoral 2002-E-559 du 13 mars 2002 portant ouverture d'enquête publique sur la demande présentée par la société GENET en vue d'être autorisée à exploiter une station de transit de déchets,  
Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée en mairie de Vicq sur Nahon du 9 avril au 14 mai 2002 inclus,  
Vu l'avis émis par le commissaire enquêteur le 24 juin 2002,  
Vu les avis émis par les chefs des services techniques consultés lors de l'instruction de la demande,  
Vu l'avis émis par les Conseils Municipaux de Baudres et Vicq sur Nahon des 29 avril 2002 et 13 mai 2002,  
Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales du 6 juin 2006,  
Vu l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 29 juin 2006,  
Vu la communication du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 5 juillet 2006, sa réponse du 6 juillet et l'avis de l'inspecteur des installations classées du 2 août 2006 sur les remarques formulées,

**Considérant** que le projet présenté est conforme aux orientations du plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés de l'Indre approuvé par arrêté préfectoral 99-E-2761 du 5 octobre 1999,  
**Considérant** les moyens de renforcement de la barrière de sécurité passive des sols mis en œuvre par l'exploitant, pour atteindre le niveau de performance exigé en matière de très faible perméabilité des sols,  
**Considérant** le programme de suivi des rejets de l'installation qui ne révèle pas de détérioration du milieu naturel,  
**Considérant** les dispositions prises par l'exploitant, de nature à protéger les intérêts visés par l'article L.511-1 du Code l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement,

**SUR** la proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 – Modifications de l'arrêté initial d'autorisation 95-E-60 du 11 janvier 1995**

Les articles 1 à 39 de l'arrêté initial d'autorisation sont abrogés et remplacés par les nouvelles dispositions décrites aux articles 1 à 86 ci-dessous.

Les arrêtés préfectoraux 97-E-819 du 10 avril 1997, 98-E-883 du 22 avril 1998 et 2000-E-1990 du 12 juillet 2000 sont abrogés.

### **ARTICLE 2 - l'arrêté préfectoral 95-E-60 du 11 janvier 1995 modifié comme ci-dessus, fait désormais l'objet de la rédaction ci-après.**

#### **Article 1 – Champ d'application**

La société SITA CENTRE OUEST dont le siège social se trouve 6 rue Gaspard Monge 37270 Montlouis-sur-Loire, est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux, une déchetterie et une station de transit de déchets, au lieudit « le carré de la Gaultière » sur le territoire de la commune de Vicq sur Nahon, parcelles YB 73, YB 74 et AC 113 d'une superficie totale de 14 ha 86 a et 93 ca.

## **Article 2 - Classement des activités**

La présente autorisation est accordée pour l'exercice des activités visées à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement suivantes :

activité	rubrique nomenclature	procédure
Stockage de déchets non dangereux	322 B2	autorisation
Déchetterie	2710-2	déclaration
Station de transit de déchets non dangereux	322 A	autorisation

Les installations seront situées, aménagées et exploitées conformément aux plans et descriptifs joints aux demandes d'autorisation modifiées par les dossiers de mise en conformité, en ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions des arrêtés ministériels du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux et du 2 avril 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées visées par la rubrique 2710 (déchetteries) et du présent arrêté préfectoral.

Notamment, les installations seront construites, équipées et exploitées de manière à éviter que leur fonctionnement puisse être à l'origine de dangers ou inconvénients visés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

Tout projet de modification de ces plans devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une déclaration au préfet comportant tous les éléments d'appréciation nécessaires.

## **Article 3 - Origine géographique des déchets.**

L'origine géographique des déchets pouvant être accueillis dans l'installation sont strictement les suivants :

- le département de l'Indre et ses départements limitrophes pour les déchets non dangereux,
- le département de l'Indre pour les déchets utilisant la station de transit,
- la région Centre et les départements limitrophes à l'Indre pour les déchets d'amiante lié,

Les déchets produits dans le département de l'Indre sont prioritaires par rapport à toute autre origine

# **TITRE I - l'installation de STOCKAGE de DECHETS NON DANGEREUX**

## **Article 4 - Capacités**

La durée maximale d'exploitation du site est de 25 années à compter à compter du 6 novembre 1995 (date de mise en exploitation de l'installation).

Les capacités maximale et annuelle d'exploitation du site sont fixées à :

- 400.000 m<sup>3</sup> pour le volume total de matériaux pouvant être stockés sur le site (amiante lié compris), soit environ 360.000 tonnes de déchets sous l'hypothèse d'une densité de compaction de 0,9
- 25.000 t/an de déchets non dangereux (soit environ 28.000 m<sup>3</sup>/an sous l'hypothèse d'une densité 0,9)
- 2.500 t/an de déchets d'amiante lié (soit environ 2.800 m<sup>3</sup>/an sous l'hypothèse d'une densité 0,9),

La superficie de la zone à exploiter est d'environ 13,9 ha dont 0,5 ha consacré au stockage de déchets d'amiante lié.

La hauteur moyenne de stockage de déchets est de 7 m. Le profil de réaménagement global du site est celui fourni par l'exploitant le 18 avril 2000 lors de la première mise aux normes de l'installation par arrêté préfectoral 2000-E-1990 du 12 juillet 2000.

## **CHAPITRE 1 – LES AMENAGEMENTS**

### **Article 5 - accès**

L'accès au site est assuré par un tourne à gauche réalisé aux frais de l'exploitant, selon les modalités techniques et financières définies par les services du Conseil Général de l'Indre gestionnaire de la RD 956.

### **Article 6 - clôture**

L'ensemble du site sera maintenu clôturé par un grillage de qualité, réalisé en matériaux résistants et incombustibles sur une hauteur minimale de deux mètres, et fermé par un portail de 6 m de largeur installé au niveau de la voie d'accès, interdisant l'accès au site en dehors des heures d'ouverture.

#### **Article 7 - signalisation**

A proximité immédiate de l'entrée sera placé un panneau de signalisation et d'information conçu en matériau résistant, sur lequel seront notés de façon indélébile et nettement visible :

- la désignation de l'installation,
- les mots : "Installations de stockage de déchets non dangereux, station de transit et déchetterie, installations classées pour la protection de l'environnement »
- le numéro et la date de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- la raison sociale et l'adresse de l'exploitant ;
- les jours et heures d'ouverture ;
- les mots "Accès interdit sans autorisation" et "Informations disponibles auprès de l'exploitant et au siège de la CLIS (Commission Locale d'Information et de Surveillance) en mairie de Vicq sur Nahon ».

#### **Article 8 - aménagement paysager de façade**

Sur toute la façade du site, le long du CD 956, et sur une profondeur de 15 m, l'exploitant constituera et maintiendra en bon état, une digue écran, plantée d'essences locales, répondant aux spécifications suivantes :

- une hauteur totale de 2,5 m avec palier intermédiaire à 1,5 m,
- un modelé de sol évitant tout caractère rectiligne,
- une pente des talus d'1/3 au maximum.

Les mouvements de terre plantés, seront conçus de manière à éviter toute vue directe sur les installations intérieures à partir du CD 956.

#### **Article 9 - collecte des eaux pluviales**

L'ensemble de l'installation sera maintenu ceinturé de fossés de collecte des eaux pluviales, distincts de ceux de la RD 956 et des chemins ruraux limitrophes. Avant rejet au milieu naturel, ces eaux font l'objet d'une décantation en bassins de rétention étanches. Toutes ces installations sont dimensionnées pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale.

Le bassin d'environ 1.000 m<sup>3</sup> de capacité situé à proximité du local d'entrée sert également à la défense incendie du site.

#### **Article 10 - aires d'accueil et poste de contrôle**

Elle comporte :

- un pont bascule d'une capacité de 50 tonnes,
- un parking destiné aux véhicules du personnel ou des visiteurs,
- un poste de contrôle avec un lecteur de pesées connecté au pont-bascule,
- un vestiaire pourvu de sanitaires (douche, WC, lavabo) et du matériel de premiers soins,
- un portique détecteur de non radioactivité.

Le poste de contrôle est alimenté en eau potable, électricité et équipé de moyens de télécommunication efficaces vers l'extérieur, afin notamment de faciliter un appel éventuel aux services de secours et de lutte contre l'incendie.

Un système de barrières automatiques ou tout autre dispositif équivalent, permettra de séparer les véhicules autorisés à pénétrer sur la zone de stockage et la station de transit, de ceux se rendant à la déchetterie.

Le raccordement au réseau public de distribution d'eau potable doit être muni d'un disconnecteur afin d'éviter tout retour d'eau contaminé dans le réseau public d'alimentation en eau potable.

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter la consommation d'eau. Le branchement au réseau public sera équipé d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée.

#### **Article 11 – portique détecteur de non-radioactivité**

Le poste de contrôle d'entrée est équipé d'un portique détecteur de non-radioactivité, dont le seuil de déclenchement sera égal à 2 fois celui de la radioactivité naturelle. Ce matériel de mesure sera étalonné au moins une fois par an.

#### **Article 12 - voies de circulation.**

Les aires de stationnement et d'attente, les voies internes de circulation et d'accès à la déchetterie, et les rampes d'accès à la plate forme de vidage des déchets comme à la station de transit seront aménagés, dimensionnés et constitués en tenant compte du gabarit et de la charge des véhicules appelés à y circuler. Elles seront bitumées.

Les autres voies internes, conçues par dessus les alvéoles disposeront d'un revêtement durable non générateur de poussières et de boues.

Les conditions d'accès des véhicules de lutte contre l'incendie et des engins de terrassement doivent toujours être prises en compte.

L'entretien de la voirie devra permettre une circulation aisée des véhicules par tous les temps. L'activité exercée ne doit pas nuire à la propreté de la voirie extérieure, ni être à l'origine de sa dégradation.

#### **Article 13 - stockage et pré traitement des lixiviats**

Aucun rejet au milieu naturel n'est admis.

Le stockage des lixiviats est assuré au moins par deux bassins étanches permettant leur extraction par bâchées, avant retraitement en station d'épuration.

Le volume unitaire de chaque bassin est d'au moins 400 m3. Ces volumes pourront être étendus en fonction des besoins. Ils doivent notamment permettre un stockage d'au moins 2 mois de production de lixiviats en période de pointe afin de permettre l'analyse de chaque bâchée et laisser un temps suffisant de décision en cas d'anomalie.

Toute disposition sera prise pour éviter l'aspiration de la membrane d'étanchéité et l'altération des abords des bassins lors des opérations de pompage.

Toute disposition sera prise pour éviter l'introduction d'eaux pluviales dans les bassins.

La disposition des bassins permet l'implantation d'une éventuelle unité de pré traitement des lixiviats rendue nécessaire par leur évolution qualitative au cours du temps, destinée à rendre les lixiviats compatibles avec les normes d'admissibilité de traitement en station d'épuration urbaine ou de re-circulation en bio-réacteur.

#### **Article 14 - piézomètres de contrôle.**

Le contrôle des eaux souterraines sera assuré au niveau de 3 piézomètres d'une profondeur minimale de 30 m et d'un diamètre intérieur d'au moins 100 mm, dont 1 implanté en amont hydraulique du site et les 2 autres en aval écoulement de la nappe.

Les têtes de puits seront couvertes, protégées des eaux de ruissellement et cadenassées. Elles seront par ailleurs nivelées (niveau NGF) et rendues aisément identifiables par un numéro peint sur l'ouvrage.

#### **Article 15 - aire de stockage des déchets douteux (quarantaine)**

Une aire de stockage étanche, si possible abritée, et faisant cuvette de rétention, ou tout autre dispositif équivalent, sera réalisée à proximité de la zone d'exploitation, afin de pouvoir y stocker à l'abri tout déchet ou contenant douteux en attente d'identification et de reprise par le producteur pour élimination réglementaire.

#### **Article 16 - aire de dépôt de terres**

Le stockage de terres et matériaux inertes prévu en réserve pour stabilisation des voies de roulement dans les alvéoles, et extinction d'incendie sera installé au plus près de la zone de stockage en cours d'exploitation.

#### **Article 17 – aire de lavage des véhicules**

Les eaux de lavage des parois externes des véhicules sont dirigées vers un décanteur déshuileur muni d'une vanne de blocage, avant rejet au milieu naturel via le réseau d'évacuation des eaux pluviales. Le rejet au milieu naturel des eaux de lavage de l'intérieur des bennes à déchets est interdit.

#### **Article 18 - aménagement des casiers destinés aux déchets non dangereux**

La zone à exploiter est divisée en 7 casiers. Ces emprises figurent au plan prévisionnel d'exploitation.

casier	Superficie * en m2	Nombre d'alvéoles
1	13.708	5
2	15.549	4
3	13.872	4
4	10.929	4
5	12.133	4
6	12.133	4
7	12.133	4

\* il s'agit de la superficie nette destinée au stockage des déchets non dangereux, n'incluant pas les digues.

Chaque casier est isolé par des digues périphériques de 4 m de hauteur au plus, constituées de matériaux argileux compactés, puis subdivisé en alvéoles de superficie de 2.500 à 3.000 m2, séparées les unes des autres par des digues de 1,2 m de hauteur initiale, rehaussées au fur et à mesure du remplissage.

La capacité et la géométrie des casiers doivent contribuer à limiter les risques de nuisances et de pollution des eaux souterraines et de surface. La hauteur des déchets dans un casier doit être déterminée de façon à ne pas dépasser la limite de stabilité des digues et à ne pas altérer l'efficacité du système drainant des lixiviats. Des dispositions doivent être prises pour éviter une alimentation latérale ou par la base des casiers par une nappe ou des écoulements de sub-surface.

#### **18-1 - barrière de sécurité passive**

Le fond de forme de chaque alvéole doit être constitué de matériaux argileux compactés devant assurer de haut en bas une perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre et inférieure à  $1.10^{-6}$  m/s sur au moins 5 mètres. Les flancs doivent être constitués d'une couche minérale d'une perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre.

Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle doit être complétée artificiellement et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme et à 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de deux mètres par rapport au fond. Une étude montrant que le niveau de protection sur la totalité du fond et des flancs de la barrière reconstituée est équivalent aux exigences fixées à l'alinéa précédent devra être fournie à l'inspection des installations classées à chaque réalisation d'un nouveau casier.

L'excavation de chaque alvéole est limitée à une profondeur moyenne de 2 m par rapport au terrain naturel, avec une pente d'environ 1 à 2 % facilitant l'écoulement des lixiviats vers le réseau de collecte.

En vérification, et avant réalisation de la barrière de sécurité active, une série de mesures de perméabilité in situ (minimum 3 mesures) sera réalisée par casier, par un bureau d'études extérieur aux frais de l'exploitant selon la méthode des double anneaux ou tout autre test équivalent éprouvé. Les résultats en seront communiqués aussitôt au service en charge de l'inspection.

#### **18-2 - barrière de sécurité active**

L'étanchéité passive des sols sera complétée d'une barrière d'étanchéité active, constituée, du bas vers le haut, par une géomembrane ou tout dispositif équivalent, surmontée d'une couche de drainage.

La géomembrane ou le dispositif équivalent doit être étanche et posée sur le fond de fouille profilé et sur les flancs jusqu'au haut des digues, assurant ainsi indépendance hydraulique entre casiers, et facilitant le drainage et la collecte des lixiviats sans sollicitation de la barrière de sécurité passive.

Elle doit être compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet. Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets.

La réalisation et la mise en place de la géomembrane ou du dispositif équivalent sont effectuées selon les normes en vigueur ou à défaut conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La réception de la géomembrane ou du dispositif équivalent, comprenant notamment la vérification des soudures, fait l'objet d'un plan d'assurance qualité. Une copie des conclusions clairement libellées de ce rapport sera aussitôt adressé au service en charge de l'inspection.

La couche de drainage est constituée de bas en haut :

- d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un puits de collecte,
- d'une couche drainante, d'épaisseur supérieure ou égale à 0,5 mètre, ou tout dispositif équivalent.

La résistance mécanique et le diamètre du réseau de drains sont calculés en fonction de la charge qu'ils devront supporter. Le diamètre doit être suffisant pour éviter le colmatage, faciliter l'écoulement des lixiviats, leur entretien et permettre le contrôle de leur état général par des moyens appropriés. Les drains sont conçus pour résister jusqu'à la fin de l'exploitation aux contraintes mécaniques et chimiques auxquelles ils sont soumis. Une protection particulière contre le poinçonnement est intégrée entre la géomembrane et les éléments du système drainant. La stabilité à long terme de l'ensemble mis en place doit être assurée.

#### **18-3 – puits de collecte des lixiviats**

Au point bas de chaque alvéole, un puits de contrôle et de pompage des lixiviats, constitué de buses perforées, surélevées au fur et à mesure du remblaiement des alvéoles, sera installé.

L'ensemble de l'installation de drainage et de collecte des lixiviats est conçu de façon à limiter la charge hydraulique de préférence à 0,30 m, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante

mesurée au droit du regard et par rapport à la base du fond du casier de façon à permettre l'entretien et l'inspection des drains.

La réalisation des puits de collecte des lixiviats doit garantir leur stabilité mécanique dans le temps et la possibilité d'entretenir les drains, d'assurer le contrôle de leur état général et leur débouchage éventuel. En tête de puits, des pompes mobiles ou fixes évacueront les lixiviats vers les bassins de stockage.

## **CHAPITRE 2 – les MODALITES d'EXPLOITATION**

### **Article 19 - nature des déchets**

#### **19-1 - déchets admis**

- les déchets municipaux non dangereux (en référence au décret 2002-540 du 18 avril 2002, ce sont les déchets ménagers et déchets assimilés provenant des commerces, des industries et des administrations)
- les déchets non dangereux de toute autre origine,
- les déchets d'amiante lié.

#### **19-2 - déchets interdits**

- les déchets dangereux définis par le décret 2002-540 du 18 avril 2002, et ses modifications éventuelles,
- les déchets d'activités de soins et assimilés à risques infectieux,
- les substances chimiques non identifiées et/ou nouvelles qui proviennent d'activités de recherche et de développement ou d'enseignement et dont les effets sur l'homme et/ou sur l'environnement ne sont pas connus (par exemple, déchets de laboratoires, etc.),
- les déchets radioactifs, c'est-à-dire toute substance qui contient un ou plusieurs radio nucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection,
- les déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB,
- les déchets d'emballages visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994,
- les déchets qui, dans les conditions de mise en décharge, sont explosibles, corrosifs, comburants, facilement inflammables ou inflammables, conformément aux définitions du décret 2002-540 du 18 avril 2002,
- les déchets dangereux des ménages collectés séparément,
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %,
- les pneumatiques usagés à compter du 1er juillet 2002,
- les déchets et issues d'abattoirs,
- les matières non refroidies dont la température serait susceptible de provoquer un incendie,
- les matières de vidange,
- les boues de stations d'épuration urbaines ou industrielles, quelque soit leur siccité, à l'exception des boues des bassins de stockage des lixiviats du présent site.

### **Article 20 - admission des déchets**

Pour être admis dans l'installation de stockage, les déchets doivent satisfaire :

- à la procédure d'information préalable ou à la procédure d'acceptation préalable, et
- au contrôle à l'arrivée sur le site.

Par ailleurs, il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission des déchets.

#### **20-1 – l'information préalable à l'admission des déchets**

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demandera au producteur de déchets, à la collectivité de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet.

Cette information préalable doit être renouvelée tous les ans et conservée au moins deux ans par l'exploitant.

L'information préalable contient les éléments nécessaires à la caractérisation de base suivants :

- la source et l'origine du déchet,
- les informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits),
- le cas échéant, les données concernant la composition du déchet et son comportement à la lixiviation,
- l'apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique),
- le code du déchet conformément à l'annexe II du décret 2002-540 du 18 avril 2002,
- au besoin, les précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de stockage.



L'exploitant, s'il l'estime nécessaire, sollicite des informations complémentaires.

Sont soumis à la seule obligation d'information préalable :

- les déchets municipaux classés comme non dangereux,
- les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers, et
- les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines.

Tous les autres déchets admissibles sont soumis à une procédure d'acceptation préalable en plus de l'obligation d'information préalable.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant dans ce recueil les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'un déchet.

**20.2 – la procédure d'acceptation préalable**

Cette procédure comprend deux niveaux de vérification : la caractérisation de base et la vérification de la conformité.

**La caractérisation de base**

La caractérisation de base est exigée pour chaque type de déchets. S'il ne s'agit pas d'un déchet produit dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets devra faire l'objet d'une caractérisation de base.

Le producteur ou le détenteur du déchet doit faire procéder à la caractérisation de base de son déchet. Cette dernière comporte :

- les éléments d'information préalable cités à l'article précédent,
- la réalisation d'un test de potentiel polluant basé sur la réalisation d'un essai de lixiviation normalisé NF EN 12457-2. Les éléments à analyser sont :
  - sur le lixiviat du déchet :
    - les métaux : As, Ba, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se et Zn,
    - les fluorures,
    - l'indice phénols,
    - le carbone organique total sur éluat,
  - sur le déchet brut :
    - sa siccité et sa fraction soluble,
  - ainsi que tout autre paramètre reflétant les caractéristiques du déchet en matière de lixiviation.

Le contenu de la caractérisation, l'ampleur des essais requis en laboratoire et les relations entre la caractérisation de base et la vérification de la conformité dépendent du type de déchet. Les essais réalisés lors de la caractérisation de base doivent toujours inclure les essais prévus à la vérification de la conformité et, si nécessaire, un essai permettant de connaître la radioactivité.

Les tests et analyses relatifs à la caractérisation de base peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de stockage de déchets ou tout laboratoire compétent.

Il est possible de ne pas effectuer les essais correspondant à la caractérisation de base après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :

- toutes les informations nécessaires à la caractérisation de base sont déjà connues et dûment justifiées,
- le déchet fait partie d'un type de déchets pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ni de critère d'admission.

La caractérisation de base est à renouveler lors de toute modification importante de la composition du déchet.

Les résultats de la caractérisation de base sont conservés par l'exploitant de l'installation de stockage et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées jusqu'à ce qu'une nouvelle caractérisation soit effectuée ou jusqu'à trois ans après l'arrêt de la mise en décharge du déchet.

**Dispositions particulières :**



Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, la caractérisation de base apportera des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur des déchets informe l'exploitant du centre de stockage de déchets des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.

Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule caractérisation de base peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites sur les paramètres de la caractérisation de base montrant leur homogénéité.

Ces dispositions relatives aux déchets régulièrement produits dans le cadre d'un même procédé industriel ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.

### **La vérification de la conformité**

L'exploitant veille à ce que :

- le producteur ou le détenteur du déchet procède bien à la vérification de la conformité du déchet au plus tard un an après la réalisation de la caractérisation de base, afin de déterminer si le déchet n'a pas varié de qualité,
- les paramètres déterminés comme pertinents lors de la caractérisation de base sont bien choisis en vérification,
- la portée et la fréquence de la vérification de la conformité soient conformes aux prescriptions de la caractérisation de base,
- les tests et analyses relatifs à la vérification de la conformité sont réalisés dans les mêmes conditions que ceux effectués pour la caractérisation de base,

Il est vérifié que le déchet satisfait aux valeurs limites fixées pour ces paramètres pertinents.

Cette vérification de la conformité est à renouveler au moins une fois par an.

Les déchets exemptés des obligations d'essai pour la caractérisation de base sont également exemptés des essais de vérification de la conformité.

Les résultats des essais sont conservés par l'exploitant de l'installation de stockage et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de trois ans après leur réalisation.

### **20-3 - la délivrance d'un certificat d'acceptation préalable**

Un déchet ne peut être admis dans une installation de stockage qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou au détenteur du déchet d'un certificat d'acceptation préalable. Ce certificat est établi au vu des résultats de la caractérisation de base et, si celle-ci a été réalisée il y a plus d'un an, de la vérification de la conformité. La durée de validité d'un tel certificat est d'un an au maximum.

Pour tous les déchets soumis à la procédure d'acceptation préalable, l'exploitant précise lors de la délivrance du certificat la liste des critères d'admission retenus parmi les paramètres pertinents.

Le certificat d'acceptation préalable est soumis aux mêmes règles de délivrance, de refus, de validité, de conservation et d'information de l'inspection des installations classées que l'information préalable à l'admission des déchets.

### **Article 21 – le contrôle d'admission.**

Toute livraison de déchet fera l'objet :

- d'une vérification de l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;
- d'une vérification, le cas échéant, des documents requis par le règlement CEE 259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne,
- d'un contrôle visuel lors de l'admission sur site,
- d'un contrôle de non-radioactivité du chargement,
- d'un contrôle visuel lors du déchargement permettant de s'assurer que les déchets appartiennent exclusivement à la liste des déchets autorisés,
- de la délivrance d'un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.

En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la collectivité en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité.

Tout bidon ou contenant fermé sera systématiquement inspecté. Tout déchet douteux sera repris et stocké sur l'aire réservée à cet effet prévue à l'article 15 pour identification et reprise par le transporteur ou son producteur.

L'exploitant du centre de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet du département dans lequel est située l'installation de traitement.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des admissions et un registre des refus.

Pour chaque véhicule apportant des déchets, l'exploitant consigne sur le registre des admissions :

- la nature et la quantité des déchets,
- le lieu de provenance et l'identité du producteur ou de la collectivité de collecte,
- la date et l'heure de réception, et, si elle est distincte, la date de stockage,
- l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule,
- le résultat des contrôles d'admission (contrôle visuel et, le cas échéant, contrôle des documents d'accompagnement des déchets),
- la date de délivrance de l'accusé de réception ou de la notification de refus et, le cas échéant, le motif du refus.

Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement peuvent être déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière d'élimination.

Pour les déchets stockés par un producteur de déchets dans une installation de stockage dont il est l'exploitant et dans la mesure où il dispose d'une procédure interne d'optimisation de la qualité dans la gestion de ses déchets, cette vérification peut s'effectuer au point de départ des déchets et les documents requis peuvent ne pas être exigés.

Chaque début de mois, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, un tableau récapitulatif des entrées et sorties mensuelles de l'installation, (déchets refusés compris), avec rappel cumulé depuis le début de l'année d'exploitation en cours, et en fin d'année, un état récapitulatif des tonnages par producteur.

#### **Article 22 – l'exploitation des alvéoles**

Il ne peut être exploité qu'une seule alvéole par catégorie de déchets.

La mise en exploitation de l'alvéole n+1 est conditionnée par le réaménagement de l'alvéole n-1.

Une alvéole prête à l'emploi sera toujours disponible en permanence.

Le déversement des déchets s'effectuera à partir d'un quai de déchargement, d'accès aisé et sécuritaire pour les véhicules, conçu en béton armé, éventuellement transportable d'alvéole en alvéole. Les aires de vidage et les alvéoles en exploitation seront entourées de filets qui retiendront d'éventuels envols de papier. Ces filets de maille adaptée seront disposés sur une hauteur minimale de 3 mètres.

Les déchets sont disposés de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets et des structures associées et en particulier à éviter les glissements. Ils sont déposés en couches successives et compactés par passage répétés d'un engin lourd adapté à cette fonction pour obtenir une densité maximale du résidu en place.

Chaque fois qu'un niveau de remblaiement atteindra une hauteur de 2,5 mètres, la digue inter-alvéolaire sera édifiée concomitamment aux déchets selon un profilage à 45°. Toute disposition sera prise pour éliminer tout risque d'affaissement.

Les déchets seront recouverts au moins chaque fin de semaine pour limiter les envols et les nuisances olfactives. La quantité minimale de matériaux de recouvrement toujours disponible cité à l'article 16 doit être au moins égale à celle utilisée pour quinze jours d'exploitation.

#### **Article 23 – la couverture des alvéoles :**

Dès sa fin d'exploitation, l'alvéole est recouverte :

- soit par une couverture intermédiaire dans le cas d'alvéoles superposées. En ce cas, la couverture de pente légère est composée de matériaux inertes ayant pour rôle de limiter les infiltrations dans la masse des déchets,
- soit par une couverture étanche destinée à favoriser une recirculation des lixiviats, telle que précisée en phase I de l'article 25-1

- soit par un réaménagement final si le casier atteint la cote maximale autorisée en fin de processus de biodégradation des déchets, telle que précisée en phase II de l'article 25-1.

#### **24 – le verrouillage des casiers 1 et 2**

Le verrouillage des casiers a été assuré par une couverture composée du bas vers le haut :

- d'un écran imperméable de matériaux argileux remaniés et compactés sur une épaisseur d'environ 1,0 m,
- d'une couche drainante, d'une épaisseur d'environ 0,2 m, limitant les infiltrations d'eaux,
- d'une épaisseur de terre végétale équivalente à celle des terrains initiaux d'environ 0,2 m, permettant la plantation d'une végétation favorisant l'évapo-transpiration.

#### **25 – le verrouillage des casiers 3 à 6**

L'accélération maîtrisée du processus de biodégradation anaérobie de la fraction évolutive des déchets enfouis conduit à modifier la mode de couverture des alvéoles et casiers comme suit :

##### **25-1 – une couverture étanche des casiers**

La mise en place de la couverture étanche sera effectuée en 2 phases.

##### **Phase I :**

Au plus tard un an après la fin du remblayage d'un casier, la couverture finale étanche sera mise en place. Cette phase I de la couverture sera composée, de bas en haut :

- d'une couche de drainage du biogaz sous la couverture
- d'une couche de forme de 0,20 m
- d'une couche compactée de matériaux argileux du site de 0,50 m
- d'un géosynthétique d'étanchéité (film polyéthylène tissé imperméable ou matériau équivalent).

Les tranchées de ré-injection des lixiviats ainsi que le branchement du réseau de récupération du biogaz, seront installés avant la pose du géosynthétique d'étanchéité précité.

- les tranchées, espacées d'environ 15,0 m et d'une largeur d'environ 1,0 m, seront réalisées selon un pendage de 3 à 5%, à une profondeur de 1,5 m à 3,0 m sous la couverture finale étanche définitive.
- elles seront éloignées d'au moins 5 m par rapport aux crêtes de talus de la zone d'exploitation pour éviter les fuites de lixiviats en couverture, assurer la stabilité du massif de déchets et limiter la charge hydraulique en fond de casier.
- les tuyaux d'injection de lixiviats seront composés de drains en PeHD ou matériau équivalent, d'un diamètre de l'ordre de 50 à 100 mm, perforés de trous ou de fentes sur la face inférieure.

La durée de la phase I sera au maximum de trois ans. Le suivi mis en œuvre sur le casier 3, 1<sup>er</sup> équipé en la matière, permettra de préciser la durée optimale de cette phase.

##### **Phase II :**

A l'issue de la phase I, la couverture étanche sera immédiatement complétée, de bas en haut, après retrait du géosynthétique initial par :

- un géosynthétique d'étanchéité (en PEHD ou en PVC),
- un géocomposite de drainage,
- une couche d'argile du site d'au moins 0,5 m
- une couche de terre végétale du site d'environ 0,20 m,

##### **25-2 – une re-circulation des lixiviats**

La re-circulation contrôlée des lixiviats consiste à réinjecter sous la couverture finale étanche les lixiviats produits par le site, dans les tranchées de ré-injection décrites à l'article précédent. Ces lixiviats sont ensuite récupérés et éliminés conformément à l'article 31.

Afin de compenser la probable insuffisante production de lixiviats de la nouvelle zone exploitée pour engager la re-circulation, des lixiviats produits par l'ancienne zone, et stockés dans les bassins de stockage à lixiviats existants cités à l'article 13, pourront être utilisés.

Des résultats du suivi de la qualité des lixiviats de re-circulation du premier casier équipé, l'exploitant pourra être amené à installer un éventuel système de pré-traitement des lixiviats avant re-circulation.

##### **25-3 – la mise en œuvre de la re-circulation des lixiviats**

Chaque nouveau casier sera équipé d'un système de re-circulation contrôlée des lixiviats un an au plus après la fin de son exploitation. L'arrêt de la re-circulation des lixiviats sera envisagé lorsque la production de biogaz sera devenue négligeable.

La ré injection des lixiviats sera réalisée de façon cyclique pour permettre :

- l'augmentation du débit instantané d'injection et la distance de dispersion latérale,
- la circulation du gaz à travers les zones temporairement saturées par le liquide,
- d'éviter la création de zones saturées de façon permanente pouvant conduire à des phénomènes d'instabilité

Les volumes de lixiviats à re-circuler chaque année, déterminés en fonction de la capacité théorique d'absorption de chaque alvéole, de l'hétérogénéité du massif de déchets et de la nécessité d'humidifier celui-ci, sont estimés à :

- 0,05 m<sup>3</sup> de lixiviats par an et par tonne de déchets pendant les trois premières années,
- 0,025 m<sup>3</sup> de lixiviats par an et par tonne jusqu'à la fin de la re-circulation.

Ces volumes de re-circulation pourront être réadaptés en cours d'exploitation.

Le débit de ré-injection est dimensionné pour garantir une charge hydraulique en fond de casier inférieure à 0,30 m, conformément à l'article 18-3.

#### **Article 26 - profil général de réaménagement définitif des casiers**

A partir de la ligne de crête parallèle et en retrait d'au moins 60 m du CD 956, les terrains seront profilés selon une pente de l'ordre de 3 %, de manière à diriger les eaux de ruissellement vers l'extérieur de la zone à exploiter et les dispositifs de collectes appropriés. Cette pente ne doit cependant pas créer de risques d'éboulement, de ravinement et d'érosion de la couverture en place.

#### **Article 27 - reverdissement**

Les casiers seront reverdis dans le délai d'un an après la fin de la phase 2 de leur verrouillage décrit à l'article 25-1.

### **CHAPITRE 3 – SUIVI ET CONTROLE DES REJETS**

#### **Article 28 – contrôle des eaux de ruissellement**

Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets seront décantées avant rejet dans les bassins cités à l'article 9. Un point de prélèvement d'échantillons et de mesure des débits aisément accessible y sera aménagé en sortie. L'exploitant y réalisera à ses frais un échantillonnage des eaux de ruissellement rejetées pour analyse :

- chaque trimestre, à l'occasion d'un épisode pluvieux représentatif : les paramètres pH et conductivité,
- une fois par an, des paramètres : pH, conductivité, potentiel oxydo-réduction, chlorures, DBO5, DCO, MEST, Hydrocarbures dissous.

Les sédiments extraits des bassins de décantation des eaux pluviales seront réutilisés en couverture de casier. En cas d'anomalie, l'exploitant devra immédiatement rechercher et identifier la cause de cette anomalie et apporter aussitôt les correctifs nécessaires. A défaut de résultats, les paramètres mentionnés en annexe II devront être recherchés.

#### **Article 29 - contrôle des eaux souterraines.**

Chacun des 3 piézomètres fera l'objet, aux frais de l'exploitant:

- d'une analyse de référence avant la mise en service de l'installation de stockage puis tous les 5 ans,
- d'une analyse trimestrielle simplifiée, dont l'une comportant la recherche des métaux lourds.

Les paramètres de chaque type d'analyse figurent en annexe 1.

Les prélèvements d'échantillons seront effectués conformément à la norme "Prélèvement d'échantillons – Eaux souterraines, ISO 5667, partie 11, 1993 et au document AFNOR FD X31-615 de décembre 2000".

A l'occasion des prélèvements, le niveau d'eau rattaché au nivellement NGF sera noté sur le rapport d'analyse. Les prélèvements des analyses de référence seront assurés par un laboratoire accrédité, les autres pourront être prélevés et transmis au laboratoire par l'exploitant.

Les analyses seront assurées par un laboratoire accrédité.

Pour chaque piézomètre, l'exploitant devra consigner les résultats des analyses dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...), assortis si nécessaire des courbes d'évolution des paramètres.

Tous les résultats de ces contrôles seront archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne pourra être inférieure à 30 ans après la cessation de l'exploitation.

Les résultats des analyses seront aussitôt communiqués à l'inspection des installations classées. En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses du programme de surveillance seront renouvelées pour ce qui concerne au moins le paramètre en cause, éventuellement complétées par d'autres.

### **Article 30 - plan de surveillance renforcé des eaux souterraines.**

Si l'évolution défavorable est confirmée, et qu'une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant en informera sans délai le préfet, et mettra en place un plan d'actions et de surveillance renforcée.

Le plan d'actions et de surveillance renforcée comprendra au moins :

- une augmentation du spectre et de la fréquence des analyses réalisées,
- le relevé quotidien du bilan hydrique,
- l'interdiction d'accès dans l'installation de stockage, des déchets pouvant être à l'origine de ce changement
- toute mesure d'exploitation pouvant réduire l'origine de l'évolution constatée.

L'exploitant adressera, à une fréquence déterminée par le préfet, un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

Lorsque la cause de l'anomalie est supprimée, le plan de surveillance renforcé pourra être arrêté. A défaut, le Préfet prescrira, par arrêté complémentaire, une actualisation de l'étude hydrogéologique du site et la définition de mesures de confinement du site ou de traitement des eaux souterraines.

### **Article 31 - lixiviats.**

#### **31-1 - analyses et contrôles des lixiviats re-circulés**

Les volumes et niveaux de lixiviats feront l'objet des contrôles suivants :

- les volumes de lixiviats pompés sur chaque casier seront relevés chaque semaine ;
- les volumes de lixiviats re-circulés seront suivis à l'échelle de chaque drain, à chaque ré-injection ;
- les niveaux de lixiviats dans les puits seront mesurés chaque mois.

La qualité des lixiviats des bassins de stockage fera l'objet d'un suivi trimestriel portant sur les paramètres :

- pH, conductivité, potentiel Redox,
- NTK,  $\text{NH}_4^+$ ,  $\text{Cl}^-$ , Na, K, Mg,  $\text{SO}_4$ ,  $\text{HCO}_3$ ,  $\text{F}^-$ ,
- DCO,  $\text{DBO}_5$ , MES,
- Métaux totaux (Pb, Cd, Cu, Ni, Hg, Cr total, Cr VI, Mn, Sn, Zn, Fe, Al), dont  $\text{Cr}^{6+}$ , Cd, Pb, Hg,
- As, CN, Hydrocarbures totaux,
- AOX, phénols.

#### **31-2 - modalités de traitement des lixiviats**

Aucun rejet de lixiviats au milieu naturel n'est toléré.

La dilution et l'épandage des lixiviats même prétraités, sont interdits, y compris sur les alvéoles et casiers. Seuls sont autorisés la re-circulation en bio-réacteur et le retraitement en station d'épuration collective urbaine ou industrielle, extérieure au site, apte à les traiter dans de bonnes conditions.

Le retraitement en station d'épuration extérieure au site est conditionné à l'établissement d'une convention entre l'exploitant de la station d'épuration et l'exploitant de la présente installation de stockage.

La convention doit mentionner les conditions d'admissibilité et de contrôle mentionnées aux articles 31-3 et 31-4. Toute modification de la convention doit aussitôt être communiquée à l'inspection des installations classées.

L'extraction des lixiviats des alvéoles sera réalisée selon les dispositions de l'article 18-3. A chaque opération de pompage, les quantités extraites et datées de chaque bassin seront répertoriées dans un registre ouvert à cet effet.

L'éventuel prétraitement et le stockage des lixiviats seront assurés conformément à l'article 13.

#### **31-3 - conditions d'admissibilité en station d'épuration urbaine.**

Les conditions d'admissibilité en station d'épuration sont fixées par la convention citée à l'article 31-2.

Afin de protéger la qualité des boues de la station d'épuration qui sont destinées à la valorisation agricole, les lixiviats devront néanmoins respecter les concentrations suivantes :

Métaux totaux (sauf fer)	< 15 mg/l
Cr 6+	< 0,1 mg/l
Cd	< 0,2 mg/l
Pb	< 0,5 mg/l
Hg	< 0,05 mg/l

As	< 0,1 mg/l
Fluorures	< 15 mg/l
CN libres	< 0,1 mg/l
Hydrocarbures totaux	< 10 mg/l
AOX	< 1 mg/l

L'analyse des métaux totaux est la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

#### **31-4 - contrôle de la qualité des lixiviats.**

Avant transfert pour traitement en station d'épuration, chaque bâchée de lixiviats fera l'objet, après homogénéisation, d'une analyse des paramètres décrits en annexe 1.

En attente de son élimination complète, chaque bâchée sera isolée de tout nouvel apport de lixiviats.

Deux fois par an, les prélèvements seront réalisés par le laboratoire accrédité qui procède aux analyses.

Les résultats des analyses de chaque bâchée seront transmis aussitôt à l'exploitant de la station d'épuration et à l'inspection des installations classées. Tous les résultats de ces contrôles seront archivés par l'exploitant pendant une durée minimum de 5 ans.

#### **31-5 - non conformité des lixiviats**

En cas de non respect des critères d'admissibilité visés à l'article 31-2, les effluents :

- feront l'objet d'un prétraitement spécifique permettant de les rendre compatibles ou
- seront éliminés dans des installations de traitement des déchets spéciaux autorisées à cet effet.

#### **31-6 - boues extraites des équipements de stockage et prétraitement des lixiviats.**

Les boues provenant du stockage et du prétraitement des lixiviats feront l'objet d'analyses conformément aux prescriptions « boues » de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement.

En cas de situation de conformité par rapport aux valeurs limites de valorisation agricole, ces boues seront éliminées après déshydratation (siccité supérieure à 30 %) par enfouissement dans la masse de déchets de l'alvéole en cours d'exploitation. En cas de dépassement desdites valeurs limites en éléments traces métalliques et organiques, elles seront éliminées en centre de stockage de déchets dangereux.

#### **31-7 - transferts des lixiviats et boues non conformes**

Le transfert des lixiviats et boues non conformes est soumis à l'obligation de déclaration annuelle de déchets dangereux conformément aux prescriptions du décret 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets, et arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux (document CERFA 12571\*01).

#### **Article 32 - bilan hydrique**

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments nécessaires au calcul du bilan hydrique de l'installation (pluviométrie, température, ensoleillement, humidité relative de l'air, direction et force du vents, relevé de la hauteur d'eau dans les puits, quantités d'effluents, volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets, ...). A défaut d'instrumentation sur site, certains de ces éléments pourront être collectés auprès de la station météorologique la plus proche.

Ce bilan est calculé annuellement.

Son suivi doit contribuer à la gestion des flux polluants potentiellement issus de l'installation et de réviser si nécessaire les aménagements du site.

#### **Article 33 - biogaz**

##### **33-1 – la collecte du biogaz**

Elle sera réalisée au travers d'un réseau de forages spécifiques, conçu et dimensionné pour capter de façon optimale et permanente le bio gaz. Chaque forage sera équipé d'une vanne de régulation et connecté à un collecteur général aboutissant à une torchère. Ce réseau sera installé au plus tard un an après la fin d'exploitation du dernier casier exploité ou du bloc d'alvéoles équipé pour être exploité en bio-réacteur.

### **33-2 – la destruction du biogaz**

Les installations de destruction du biogaz sont conçues et exploitées afin de limiter les nuisances, risques et pollutions dus à leur fonctionnement.

Le biogaz est détruit par incinération en torchère. Dès que la capacité nominale de la torchère sera atteinte, une nouvelle sera implantée sur le site.

Les gaz de combustion doivent être portés à une température minimale de 900°C pendant une durée supérieure à 0,3 seconde. La température devra être mesurée en continu et faire l'objet d'un enregistrement manuel quotidien.

Le volume de biogaz produit et détruit par chaque torchère sera suivi.

L'exploitant procédera à l'analyse de la composition du biogaz capté :

- tous les mois en ce qui concerne la teneur en CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>,
- tous les trimestres en ce qui concerne la teneur en CH<sub>4</sub>, CO<sub>2</sub>, O<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub> et H<sub>2</sub>O.

L'exploitant procédera à l'analyse annuelle des émissions de SO<sub>2</sub>, CO, HCl et HF issues de chaque dispositif de combustion, par un organisme extérieur compétent.

Les concentrations en dioxyde de soufre et monoxyde de carbone devront respecter les concentrations suivantes :

- SO<sub>2</sub> inférieures à 300 mg/Nm<sup>3</sup>,
- CO inférieur à 150 mg/Nm<sup>3</sup>

Les résultats des mesures seront rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est à dire 273 Kelvin, pour une pression de 103,3 kPa et avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec.

A défaut, l'exploitant mettra en œuvre toute disposition permettant de rendre conforme ces rejets gazeux.

Les résultats des analyses sont immédiatement transmis à l'inspection des installations classées, et chaque année, l'exploitant lui transmettra un rapport de synthèse.

## **CHAPITRE 4 – les GARANTIES FINANCIERES**

### **Article 34 - Garanties financières**

#### **34-1 - Modalités générales**

La constitution des garanties financières est fournie sous forme d'une caution solidaire délivrée par un organisme de crédit ou une compagnie d'assurances. Le document attestant de la constitution des garanties doit être conforme au modèle arrêté conjointement par les ministres chargés de l'environnement et de l'économie.

S'agissant d'une installation existante, autorisée avant le 14 décembre 1995, les garanties financières ne s'appliquent qu'aux zones exploitées après le 14 juin 1999 : le casier 1 est donc exclus du champ d'application. La période de couverture des garanties financières est donc réduite à 21 années d'exploitation et 30 années de post suivi, à compter du 15 juin 1999. Cette durée est divisée en 17 périodes représentatives de 3 ans

Le montant des garanties financières est établi pour chaque période de 3 ans selon le plan prévisionnel d'exploitation. Elles doivent être acquises pour la période en cours et avant la mise en exploitation des alvéoles concernées.

Pour chacune de ces périodes le montant des garanties est évalué en fonction :

- de la surveillance restant à effectuer des casiers déjà comblés, en cours de remplissage ou dont l'exploitation pourrait commencer pendant ladite période ;
- des interventions en cas d'accident ou de pollution sur ces mêmes casiers ;
- de la remise en état des parties de la zone à exploiter déjà comblées, en cours de remplissage ou dont l'exploitation pourrait commencer pendant ladite période.

Pour tenir compte des événements susceptibles d'intervenir au cours de l'exploitation du site et assurer une réactualisation des évaluations, le montant des garanties financières de chaque période sera révisé tous les 3 ans, au moins 3 mois avant leur échéance.

Les modification du montant des garanties financières devront être adressées au préfet, au plus tard 3 mois avant l'échéance de la période de garantie en cours. A défaut, l'exploitant devra les renouveler pour le montant initialement évalué pour la période de garantie suivant celle arrivant à échéance, révisée selon



l'indice INSEE du coût de la vie. La demande de modification du montant des garanties financières sera instruite dans les formes prévues à l'article 18 du décret 77-1133 du 21 septembre 1977.

L'exploitant tiendra à jour un état de situation des garanties accordées ainsi que l'état prévisionnel des garanties que rendra nécessaire son exploitation. Ces états seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le changement d'exploitant déjà soumis à autorisation préfectorale sera subordonné à la constitution de nouvelles garanties financières.

Les garanties financières ne couvrent pas les indemnisations dues par l'exploitant aux tiers qui pourraient subir un préjudice du fait de pollution et d'accident causé par l'installation. Elles ne peuvent être appelées que par le Préfet, selon des modalités définies par la loi, pour couvrir les coûts des opérations précitées, si elles n'ont pas été réalisées :

- soit quand la remise en état ou la surveillance, ne serait-ce que d'une partie du site, n'est pas réalisée selon les prescriptions prévues par l'arrêté d'autorisation ou le plan prévisionnel d'exploitation ;
- soit en cas d'accident ou de pollution et de non respect des dispositions en la matière fixées par l'arrêté d'autorisation ou édictées par arrêté complémentaire ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant.

Toute absence de renouvellement des garanties financières fera l'objet d'une mise en demeure.

**Article 34-2 – Tableau des garanties financières pour les 17 périodes de 3 années**  
Sur la base des calculs pratiqués en 2000

Période	Réaménagement Euros HT	Suivi Post Exploitation Euros HT	Accident Euros HT	Total Euros TTC
1 à 3	156 974	433 761	76 225	797 683
4 à 6	156 974	442 692	76 225	808 364
7 à 9	156 974	450 382	76 225	817 562
10 à 12	156 974	457 411	76 225	825 968
13 à 15	156 974	463 557	76 225	833 319
16 à 18	156 974	468 778	76 225	839 563
19 à 21	156 974	465 980	76 225	836 217
22 à 24	0	380 394	76 225	546 115
25 à 27	0	304 239	76 225	455 035
28 à 30	0	238 139	76 225	375 979
31 à 33	0	172 940	60 980	279 767
34 à 36	0	110 614	60 980	205 225
27 à 39	0	87 720	60 980	177 845
40 à 42	0	70 098	45 735	138 536
43 à 45	0	48 965	45 735	113 261
46 à 48	0	35 154	45 735	96 743
49 à 51	0	0	30 490	36 466

**Article 34-3 - levée de l'obligation des garanties financières**

Celle-ci ne pourra avoir lieu qu'après cessation définitive prononcée après application des prescriptions de l'article 38.

## CHAPITRE 5 – FIN d'EXPLOITATION et POST SUIVI TRENTENAIRE

**Article 35 – fin d'exploitation (2020)**

A la fin de la période d'exploitation, tous les aménagements non nécessaires au maintien de la couverture du site, à son suivi et au maintien en opération des dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats sont supprimés et la zone de leur implantation remise en état.

La clôture du site sera maintenue sur l'intégralité de son emprise pendant au moins 5 ans. A l'issue de cette période, les dispositifs de captage et de traitement du biogaz et des lixiviats et tous les moyens nécessaires au suivi du site doivent cependant rester protégés des intrusions et cela pendant toute la durée de leur maintien sur le site.

### **Article 36 – instauration de servitudes (2021)**

Conformément à l'article L. 515-12 du code de l'environnement et aux articles 24-1 à 24-8 du décret d'application du 21 septembre 1977 susvisé, l'exploitant proposera au préfet un projet définissant les servitudes d'utilité publique à instituer sur tout ou partie de l'installation.

Ce projet sera remis au préfet avec la notification de la mise à l'arrêt définitif de l'installation, prévue par l'article 34-1 du décret d'application du 21 septembre 1977 susvisé.

Ces servitudes devront être inscrites dans le plan d'occupation des sols ou plan d'urbanisme de la commune de Vicq sur Nahon. Elles devront :

- interdire l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle,
- assurer la protection des moyens de captage et de traitement du biogaz, des moyens de collecte et de traitement des lixiviats, et le maintien durable du confinement des déchets mis en place.

Ces servitudes peuvent autant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

### **Article 37 - suivi trentenaire post exploitation**

(à compter de 1999 pour les premières alvéoles – 2050 pour les dernières exploitées en 2020)

Toute zone couverte fait l'objet d'un plan général de couverture et, si nécessaire, de plans de détail qui complètent le plan d'exploitation prévu à l'article 74.

Pour toute partie couverte, un programme de suivi est prévu pour une période d'au moins trente ans. Il comprend au moins :

- le contrôle mensuel du système de captage du biogaz et la réalisation des mesures prévues à l'article 33.
- le contrôle de la qualité des eaux souterraines conformément à l'article 29 et à l'annexe 1,
- le contrôle et le traitement des lixiviats en station d'épuration extérieure à l'installation conformément aux articles 31-2 à 31-7 et à l'annexe 1,
- le contrôle deux fois par an des rejets d'eaux pluviales au milieu récepteur conformément à l'article 28 et annexe 1,
- l'entretien du site (fossé, couverture végétale, clôture, écran végétal),
- les observations géotechniques du site avec contrôles des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles.

La période de suivi est ramenée à 5 ans pour le casier dédié au stockage d'amiante lié.

A l'issue d'une période de cinq ans après le démarrage de ce programme de suivi, puis tous les 10 ans, l'exploitant adressera un mémoire sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. Sur la base de ces documents, l'inspection des installations classées proposera si nécessaire une modification du programme de suivi par arrêté préfectoral complémentaire.

## **CHAPITRE 7 – FIN de la PERIODE de SUIVI**

### **Article 38 - Cessation définitive de l'installation de stockage de déchets non dangereux**

Au moins six mois avant le terme de la période de suivi, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises ou prévues pour assurer, dès la fin de la période de suivi, la mise en sécurité du site.

Le préfet fait alors procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site pour s'assurer que sa remise en état est conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

En application de l'article 23-6 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Le rapport de visite établi par l'inspection des installations classées est adressé par le préfet à l'exploitant et au maire de la ou des communes intéressées ainsi qu'aux membres de la commission locale d'information.

Sur la base de ce rapport, le préfet consulte les maires des communes intéressées sur l'opportunité de lever les obligations de garanties financières auxquelles est assujéti l'exploitant.

Le préfet détermine ensuite par arrêté complémentaire, eu égard aux dangers et inconvénients résiduels de l'installation, la date à laquelle peuvent être levées, en tout ou partie, les garanties financières. Il peut également décider de la révision des servitudes d'utilité publique instituées sur le site.

## **TITRE 2 – l'installation de STOCKAGE d'AMIANTE LIÉ**

### **Article 39 – capacité**

Le casier dédié à l'amiante lié étant englobé dans l'enveloppe géométrique de couverture du site, sa capacité est définie à l'article 4.

### **Article 40 – aménagement du casier « amiante lié »**

Sa superficie est limitée 5.000 m<sup>2</sup> et sa profondeur d'excavation à 2 m par rapport au terrain naturel.

Les règles d'étanchéité exigées pour le stockage des déchets non dangereux ne lui sont pas applicables.

La collecte et le traitement du biogaz de ce casier sont également sans objet. Toute mesure doit en conséquence être prise pour maintenir l'isolement du casier des émissions de biogaz et lixiviats des autres casiers.

Le fond de forme du casier est conçu avec une pente permettant la collecte gravitaire des eaux vers un puits de reprise réalisé par empilement de buses béton perforées.

Les eaux pompées seront dirigées vers le fossé périphérique raccordé à l'exutoire naturel du terrain.

Son accès est assuré à partir de la rampe bitumée d'accès aux casiers et alvéoles de déchets non dangereux.

La hauteur de déchets d'amiante lié est limitée à l'enveloppe volumétrique définie à l'article 26.

Après la fin d'exploitation du casier, une couverture constituée d'au moins un mètre d'épaisseur de matériaux inertes et d'une couche de terre végétale sera mise en place afin de permettre le développement d'une végétalisation.

### **Article 41 - réception des déchets d'amiante lié et traçabilité**

Les déchets d'amiante lié admissibles doivent être préalablement conditionnés comme suit :

- les plaques, ardoises et produits plans devront être palettisés,
- les tuyaux et canalisations seront empilés et attachés,
- les éléments en vrac (sauf poussières et petits débris) devront être conditionnés en sac étanche (big-bag,).

Les petits débris, les poussières et déchets pulvérulents seront refusés

Tout arrivage de déchets d'amiante lié fera l'objet au poste de contrôle :

- d'une vérification du certificat d'acceptation du chargement,
- d'un contrôle visuel. L'exploitant vérifiera notamment :
  - que le type de conditionnement utilisé (palettes, racks, grands récipients pour vrac...) permet de préserver l'intégrité de l'amiante lié durant sa manutention vers le casier,
  - que l'étiquetage « amiante » imposé par le décret 88-466 du 28 avril 1988 est bien présent. Les déchets ainsi conditionnés seront admis sans essai,
  - l'absence d'éléments friables et poussières parmi les éléments vrac éventuellement apportés.
- d'un complément du bordereau de suivi prévu à l'article 4 du décret 2005-635 du 30 mai 2005, par l'exploitant,
- d'une saisie dans le registre des admissions des déchets d'amiante lié, des informations suivantes :
  - le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets,
  - les nom et adresse de l'expéditeur initial, et le cas échéant son numéro SIRET,
  - les nom et adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés,
  - l'identification du casier dans lequel les déchets vont être entreposés.
- d'une pesée,

Les bordereaux de suivi seront conservés au moins 4 ans par l'exploitant et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Article 42 – exploitation du casier « amiante lié »**

Le déchargement, l'entreposage éventuel et le stockage des déchets d'amiante lié sont organisés de manière à prévenir le risque d'envol de poussières d'amiante.

Les déchets d'amiante lié conditionnés en palettes, racks ou grands récipients pour vrac souples, seront déchargés avec précaution à l'aide de moyens adaptés tel qu'un chariot élévateur, en veillant à prévenir une éventuelle libération de fibres.

Un nouveau contrôle visuel sera assuré lors du déchargement.

Les opérations de déversement direct au moyen d'une benne sont interdites.

Les déchets d'amiante lié sont stockés dans le casier avec leur conditionnement dans des casiers spécifiques. Les envois seront limités au maximum par couverture quotidienne de la zone exploitée de l'alvéole.

Les opérations de compactage ou de confinement nécessaires à la stabilité du site ne peuvent être effectuées directement sur les déchets. Une couche de terre, de sable ou un moyen équivalent jouant le rôle de couche intermédiaire, présentant une épaisseur ou le cas échéant, une résistance mécanique suffisante, devra être mis en place sur chaque couche de déchet, avant d'effectuer des opérations de tassement ou de compactage.

Les prescriptions des articles 26, 27, 35 à 38 sont applicables au casier amiante lié.

#### **Article 43 - prévention des risques**

Le personnel affecté à l'exploitation de ce casier doit avoir préalablement suivi une formation spécifique.

L'accès à l'alvéole de stockage ne pourra se faire qu'en présence d'un opérateur qualifié.

Les déchargements de déchets d'amiante lié seront effectués sous la conduite d'un opérateur équipé, si besoin, d'une combinaison jetable et d'un demi-masque de protection P3.

Lors du premier déchargement de déchets d'amiante lié, une analyse de l'air ambiant a été réalisée par un organisme agréé (arrêté ministériel de l'Emploi et de la Solidarité du 23/12/1997). Des contrôles complémentaires pourront être réalisés à la demande de l'inspection des installations classées.

### **TITRE 3 – l'installation DECHETTERIE**

La déchetterie sera aménagée et exploitée conformément aux arrêtés ministériel du 2 avril 1997 et préfectoral 2000-E-1119 du 3 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2710 ( déchetteries).

#### **Article 44 - surveillance de l'exploitation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

#### **Article 45- contrôle de l'accès**

Les installations sont rendues inaccessibles aux utilisateurs en dehors des heures d'ouverture du site affichées au tableau de signalisation mentionné à l'article 7.

#### **Article 46 - déchets admis sur la déchetterie**

Sont admis sur la déchetterie, les déchets issus de la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public :

- les " monstres" (gros électroménager, DEEE, mobilier, éléments de véhicules,...),
- le bois et les déchets verts,
- les déchets de démolition, déblais, gravats, terre,
- des déchets recyclables : métaux, papiers, cartons, plastiques, textiles et verres,

La réception des déchets ménagers spéciaux (huiles usagées, piles, batteries, médicaments, solvants, peintures, acides, bases, produits phytosanitaires, ...) est conditionnée à la réalisation préalable des aménagements mentionnés à l'article 51. En ce cas, les quantités maximales de certains déchets ménagers spéciaux sont limitées à :

- 150 batteries,
- 20 kilogrammes de mercure,
- 3 tonnes de peinture,
- 5 tonnes d'huiles usagées,
- 1 tonne de piles usagées,
- 1 tonne au total d'autres déchets

La liste des matériaux, objets ou produits acceptés sont affichés visiblement à l'entrée de la déchetterie.

Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.

#### **Article 47 - connaissance des produits - étiquetage**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux susceptibles d'être présents dans l'installation,

L'affectation des différents conteneurs ou casiers destinés au stockage des déchets doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Les réceptacles des déchets ménagers spéciaux

doivent comporter, s'il y a lieu, un système d'identification des dangers inhérents aux différents produits stockés.

#### **Article 48 – exploitation de la déchetterie**

Les déchets autres que ménagers spéciaux sont déposés directement par le public dans les bennes spécifiques à chaque catégorie.

Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents casiers, bennes et conteneurs est réalisé périodiquement par l'exploitant. Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir. En particulier, les déchets de jardin doivent être évacués chaque semaine.

L'acceptation des déchets ménagers spéciaux est subordonnée à la mise en place d'une structure d'accueil conforme à l'article 51, capable d'assurer une bonne gestion de ces produits.

Tout apport de déchets ménagers spéciaux fait l'objet d'une surveillance particulière. A l'exclusion des huiles et des piles, ces déchets sont réceptionnés par le personnel habilité de la déchetterie qui est chargé de les ranger sur les aires ou dans les locaux spécifiques de stockage selon leur compatibilité et leur nature. Ils ne doivent, en aucun cas, être stockés à même le sol.

Dans tous les cas, les locaux ou aires de stockage des déchets ménagers spéciaux doivent être rendus inaccessibles au public (à l'exception des stockages d'huiles et de piles).

Tout transvasement, déconditionnement, reconditionnement, prétraitement ou traitement de déchets ménagers spéciaux est interdit à l'exclusion du transvasement des huiles.

Tout emballage qui fuit sera placé dans un récipient ou un autre emballage approprié.

Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité exclusive de l'exploitant.

Les documents justificatifs de cette élimination doivent être annexés au registre prévu à l'article 21.

#### **Article 49 - entretien**

Les installations de la déchetterie seront maintenues propres et régulièrement nettoyées notamment de manière à éviter les amas de matières polluantes et de poussières. Les conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

#### **Article 50 : collecte et évacuation des eaux pluviales**

Toutes dispositions sont prises pour éviter l'entrée des eaux de ruissellement et l'accumulation des eaux pluviales à l'intérieur de la déchetterie. Les eaux pluviales collectées sur l'installation ne peuvent être rejetées au milieu naturel qu'après passage dans un débourbeur - déshuileur de capacité adaptée.

#### **Article 51 : aménagements spécifiques au stockage des déchets ménagers spéciaux**

Si les déchets ménagers spéciaux sont accueillis dans des locaux spécifiques, ceux-ci doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers haut coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,
- matériaux de classe MO (incombustibles).

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux de stockage des déchets ménagers spéciaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible. Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Si les déchets ménagers spéciaux sont stockés sur une aire, celle-ci doit être aménagée afin d'éviter tout écart de température susceptible de créer un danger supplémentaire d'incendie ou d'explosion.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux.

Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité éliminés dans des installations appropriées.

## **TITRE 4 – l'installation STATION de TRANSIT**

### **Article 52 - capacité de l'installation :**

L'installation est dimensionnée pour recevoir un tonnage annuel de l'ordre de :

- 500 tonnes d'emballages ménagers et
- 1.600 tonnes de déchets fermentescibles collectés auprès des ménages.

La capacité journalière de transit sera au moins égale au double du tonnage journalier maximal de résidus susceptibles d'être apportés en exploitation normale.

### **Article 53 - accès**

L'accès s'effectuera par le poste de contrôle décrit à l'article 10.

### **Article 54 - aménagements**

La station de transit comprend :

- un quai de déchargement à 2 épis permettant de dissocier la gestion des déchets d'emballages de celle de la gestion des déchets fermentescibles,
- une voie d'accès et une aire de retournement des camions bennes en partie supérieure du quai,
- un conteneur de 30 m<sup>3</sup> pour les emballages ménagers,
- un conteneur de 30 m<sup>3</sup> pour les déchets fermentescibles collectés auprès des ménages,
- une plate-forme en contre bas du quai permettant la reprise par des camions des conteneurs de 30 m<sup>3</sup>.

Les voies de circulation et les aires d'attente ou de stationnement conformes à l'article 12, seront aménagées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Elles seront imperméabilisées par un revêtement bitumé ou bétonné (voiries bitumées, dalles bétons sous les bennes en place) empêchant toute infiltration dans le sol. Ces revêtements seront régulièrement entretenus et réparés en cas de besoin.

Chaque épi sera équipé de bavettes sur 2 cotés, évitant le dépôt de déchets entre les murs et les bennes.

Les installations seront conçues d'éviter tout risque d'accident des personnels dans l'enceinte de l'installation (barrières de protection).

Les conteneurs doivent être conçus pour pouvoir être vidés et nettoyés aisément et totalement.

La totalité des eaux pluviales des zones imperméabilisées sera collectée et pré traitée par un déboureur séparateur d'hydrocarbures avant rejet au milieu naturel. Une vanne d'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales sera installée pour retenir les éventuelles eaux d'extinction d'incendie sur l'aire étanche d'entreposage des bennes et de retournement des véhicules située entre déchetterie et station de transit.

### **Article 55 – nature des déchets**

#### **55-1 - déchets admis sur la station de transit**

Sont admis sur la station de transit, les déchets suivants :

- les emballages ménagers (emballages plastiques, cartonnés ou métalliques,...),
- les déchets fermentescibles collectés auprès des ménages.

#### **55-2 - déchets interdits**

- les déchets non refroidis dont la température serait susceptible de provoquer un incendie ainsi que des déchets liquides, même en récipients clos,
- les déchets qui représentent un danger pour l'hygiène publique et la salubrité (solvants usés et autres déchets toxiques)

### **Article 56 – admission des déchets**

L'installation fonctionnera du lundi au samedi dans le cadre des horaires d'ouverture du site affichés au tableau de signalisation décrit à l'article 7.

Les modalités de déchargement et la nature des apports se feront sous le contrôle des personnels affectés à l'exploitation du site.

Il est interdit de déposer des résidus en dehors des caissons spécialement prévus à cet effet.

En temps que de besoin, les déchets recyclables et/ou valorisables seront protégés des intempéries afin de ne pas nuire à leur traitement.

#### **Article 57 – traçabilité des déchets**

L'exploitant devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature, les quantités et la destination des déchets en transit. A cet effet, il appliquera les prescriptions de l'article 21.

Les déchets pré-triés déposés en transit seront contrôlés et pesés à leur entrée sur le site puis à nouveau pesés lors de leur évacuation vers les filières de recyclage.

#### **Article 58 – transport des déchets**

Les caissons destinés à recevoir les déchets fermentescibles doivent être étanches.

Les conteneurs d'évacuation seront bâchés durant leur transport.

#### **Article 59 - évacuation des déchets**

Les déchets seront valorisés ou éliminés dans des installations autorisées et conformes au plan départemental d'élimination des déchets de l'Indre.

Les déchets comportant la fraction fermentescible des ordures ménagères seront évacués au plus tard dans les 24 heures suivant leur réception. En aucun cas, ces déchets ne devront pas rester en caisson sur site pendant les jours de fermeture et/ou de fin de semaine.

#### **Article 60 - propreté et intégration paysagère**

Les aires de réception seront nettoyées avant la fermeture journalière, notamment les zones situées entre les murs du quai de transfert et les conteneurs. Elles seront désinfectées en tant que de besoin.

Toute disposition sera prise pour éviter l'envol ou le déversement des matériaux, objets ou produits hors des conteneurs. Les éléments légers qui se seraient dispersés dans l'enceinte de l'établissement, ou en dehors, seront ramassés régulièrement, et au moins une fois par semaine.

Toutes dispositions appropriées sont prises pour faciliter l'intégration de la station de transit dans son environnement visuel.

## **TITRE 5 – DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 61 – prévention de la pollution des eaux**

Sont interdits tous déversements, écoulement, rejets, dépôts directs ou indirects d'effluents susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et réseaux d'assainissement, et au bon fonctionnement des installations d'épuration, de dégager en égout directement ou indirectement des gaz toxiques ou inflammables.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident, tel que rupture de récipients, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers les réseaux d'eau ou les milieux naturels.

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (carburants et lubrifiants nécessaires aux engins d'exploitation compris) doit être associé à une capacité de rétention (ou tout dispositif équivalent) dont le volume est au moins au moins être égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité doit être étanche au produit qu'elle pourrait contenir et résister à la pression des fluides

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 l., soit à 20% de la capacité totale avec un minimum de 800 l. si cette capacité excède 800 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Le stockage de carburants nécessaire au fonctionnement des engins d'exploitation sera installé sur cuvette de rétention et devra disposer à proximité :



- d'un stockage de produits fixants ou absorbants appropriés permettant de retenir ou de neutraliser les liquides accidentellement répandus,
- d'un extincteur à poudre.

Le bon fonctionnement de l'installation d'assainissement non collectif des eaux usées domestiques du site sera vérifié chaque année. La fosse sera vidangée en tant que de besoin et au moins 1 fois tous les quatre ans.

Le débourbeur séparateur d'hydrocarbures sera régulièrement entretenu et nettoyé 1 fois par an. Les déchets qui y seront collectés devront être éliminés dans une installation autorisée à cet effet.

#### **Article 62 - prévention des bruits et vibrations**

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens et vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif aux bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des installations doivent être conformes au décret 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et relatives aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage, ainsi que pour la sécurité des biens des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles, ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis, seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installations en fonctionnement) du bruit résiduel (installations à l'arrêt).

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où elle est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant en zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible de 22 h à 7 h et dimanches et jours fériés
niveau ambiant supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergences réglementées sont définies comme suit :

- intérieur des immeubles et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse ...) habités ou occupés par des tiers, existant à la date du premier arrêté préfectoral d'autorisation de l'installation du 11 janvier 1995,
- les zones constructibles définies par les documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du présent arrêté d'autorisation
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cours, jardin, terrasse ...), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

En limite de propriété, les émissions sonores ne devront pas dépasser les seuils suivants :

Emplacement du point de mesure (limite de propriété de l'établissement)	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	le jour de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	la nuit de 22 h à 7 h les dimanches et jours fériés
Tout point en limite de propriété	60 dB(A)	50 dB(A)

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera en référence aux dispositions de la norme AFNOR NF S 31-010 " Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement - Méthodes particulières de mesurage (décembre 96)".

L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à son approbation. Les résultats des mesures seront tenus à sa disposition. Les frais seront supportés par l'exploitant.

#### **Article 63 - prévention des risques incendie**

Aucun déchet non refroidi, explosif ou susceptible de s'enflammer spontanément ne peut être admis sur le site.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Les abords du site doivent être débroussaillés de manière à éviter la diffusion éventuelle d'un incendie s'étant développé sur le site ou à l'inverse les conséquences d'un incendie extérieur sur le stockage. Un stock de matériau de couverture suffisant (200 m<sup>3</sup> au moins) réservé à la lutte contre l'incendie sera maintenu en permanence à proximité immédiate de l'alvéole en cours d'exploitation.

Les consignes de sécurités générales et particulières sont affichées en permanence, de façon apparente et inaltérable, à l'intérieur du local d'accueil et à l'extérieur, à proximité des accès, notamment celles à destination des particuliers et des chauffeurs de camions bennes. L'emplacement des moyens d'appels des secours y sera indiqué. Le numéro de téléphone des services de secours (SAMU, pompiers, médecins, ...) sera affiché près du téléphone. Le personnel sera entraîné à la lutte contre l'incendie.

Le plan du site et ses accès notamment des alvéoles en cours de creusement, de terrassements et de remblaiement seront affichés dans le local, et une liaison fiable (radio, téléphone...) sera installée entre le poste de contrôle et la zone de stockage afin d'assurer l'alarme et l'alerte rapidement.

Les consignes de sécurité suivantes devront être appliquées :

- rédiger et faire connaître les consignes d'exploitation générales et particulières à l'installation,
- former les personnels du centre aux mesures à prendre en cas d'incident ou accident de l'installation de récupération des gaz combustibles et de leur combustion par torchère,
- informer les "Intervenants Secours",
- appeler systématiquement les Sapeurs Pompiers en cas de feux, même naissants,
- interdire de fumer sur la zone en cours d'exploitation,

L'établissement sera équipé de moyens de secours efficaces contre l'incendie appropriés aux risques et à l'importance de l'installation. Le bassin de rétention des eaux pluviales situé près de l'entrée sert de réserve incendie. On disposera en plus, d'extincteurs (CO<sub>2</sub>, poudre) près des tableaux électriques principaux et des risques spéciaux (réception, vestiaires, déchetterie, compacteur, chargeur, local matériel près de l'alvéole en exploitation).

La vanne d'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales installée pour retenir les eaux d'extinction d'incendie sera repérée et signalée clairement.

#### **Article 64 - prévention des risques radioactifs**

Une procédure particulière de gestion de l'alerte est établie par l'exploitant, en accord avec l'inspection des installations classées.

En cas de déclenchement du seuil d'alarme, le chargement sera conduit sur une aire de mise en quarantaine suffisamment isolée pour ne pas exposer le personnel de l'installation et tout riverain. Le chargement sera protégé des eaux de pluie.

Des investigations seront entreprises afin de caractériser la source de radioactivité. L'exploitant et le producteur prendront les dispositions nécessaires pour l'orientation finale du chargement en liaison avec l'inspection des installations classées.

#### **Article 65 - prévention des nuisances olfactives**

Tout dégagement d'odeurs devra être immédiatement combattu par des moyens efficaces.

#### **Article 66 - intégration paysagère**

Les plantations préconisées dans l'étude d'impact, seront mises en œuvre.

Ces plantations seront constituées en strates arborescentes, arbustives et herbacées.

#### **Article 67 - gestion des déchets de l'exploitation**

Les déchets résultants de l'exploitation de l'installation seront éliminés dans des installations autorisées à les recevoir, en se conformant aux orientations fixées par le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés, et le plan régional d'élimination des déchets spéciaux.

#### **Article 68 - entretien**

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. L'exploitant assurera en permanence la propreté des voies de circulation et veillera à ce que les véhicules sortant de l'installation ne puissent pas conduire au dépôt de terres ou a fortiori de déchets sur les voies publiques d'accès au site.

Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, font l'objet d'une attention particulière.

Les camions arrivant sur le site devront être bâchés ou couverts par des filets.

On procédera au ramassage des papiers ou éléments légers qui auraient été dispersés, chaque semaine et après chaque épisode de grand vent.

#### **Article 69 - surveillance**

Toutes les issues ouvertes doivent être surveillées et gardées pendant les heures d'exploitation. Elles seront fermées à clef en dehors de ces heures.

L'entrée de toute personne sur la décharge ne se fera que sous la responsabilité de l'exploitant.

#### **Article 70 - dératisation - désinsectisation**

La décharge sera mise en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenues à la disposition de l'Inspection des installations classées pendant une durée minimale de 2 ans.

On luttera contre l'éclosion et la prolifération d'insectes et d'oiseaux par un traitement approprié, dans la mesure du besoin.

#### **Article 71 - chiffonnage et récupération**

Les activités de tri des déchets, de chiffonnage et de récupération sont interdites sur l'ensemble du site.

#### **Article 72 - accidents.**

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations. Sauf exception dûment justifiée, en particulier pour des motifs de sécurité, il est interdit de modifier l'état des installations où a eu lieu l'accident ou l'incident tant que l'inspection des installations classées n'a pas donné son accord.

L'exploitant précise dans son rapport les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour le pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

#### **Article 73 – contrôles inopinés**

L'inspection des installations classées pourra demander à tout moment la réalisation inopinée ou non de prélèvements et d'analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés seront à la charge de l'exploitant.

#### **Article 74 - plan d'exploitation des installations**

L'exploitant doit tenir à jour un plan de l'installation de stockage, où il fait apparaître :

- l'emprise générale du site et tous ses aménagements, la déchetterie et la station de transit
- les niveaux topographiques des terrains,
- les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation,
- les zones d'exploitation,
- l'emplacement des casiers et des alvéoles,
- le schéma de collecte des eaux, les bassins et des installations de traitement correspondantes,
- le schéma de collecte du bio gaz et des installations de traitement correspondantes,
- les zones réaménagées,

Une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes doit être réalisée tous les ans.

Un registre d'exploitation, reprenant les apports de déchets entreposés par alvéoles (provenance, nature, tonnage), est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

#### **Article 75 - relevé topographique**

Chaque casier fera l'objet d'un relevé topographique avant sa mise en service (équipement terminé).

Toute zone réaménagée fera l'objet d'un plan de couverture, à une échelle adaptée, présentant :

- l'ensemble des aménagements du site (clôture, végétation, fossés de collecte, tranchée drainante, limite de couverture, bassin de stockage, unité de traitement, système de captage du bio gaz, torchères...) ;
- la position exacte des dispositifs de contrôle y compris ceux dont la tête est dissimulée par la couverture (piézomètres, buses diverses...) ;
- les courbes topographiques d'équidistance 1 mètre ;
- les aménagements réalisés, dans leur nature et leur étendue.

Ces plans complètent le plan d'exploitation auquel ils sont progressivement incorporés pour donner lieu en définitive à un plan du site après couverture.

Ces relevés topographiques seront communiqués à l'inspection des installations classées dès leur établissement.

#### **Article 76 - rapport annuel d'activité**

Dans le premier trimestre de chaque année, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, un rapport d'activités comportant une synthèse des informations prévues aux chapitres I, II et III du titre III de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié susvisé, ainsi que plus généralement toute information pertinente sur l'exploitation de l'installation de stockage dans l'année écoulée.

Cette synthèse comprendra notamment un récapitulatif des opérations de valorisation et d'élimination de chaque catégorie de déchets de l'année précédente, dont :

- l'origine, la qualité et les quantités de déchets stockés,
- l'origine, la qualité et les quantités de déchets refusés sur le site,
- la qualité et les quantités de déchets du site valorisés ou recyclés à l'extérieur,
- une synthèse des résultats des analyses de contrôle et d'auto-contrôle,
- les aménagements paysagers réalisés en cours d'année.

L'inspecteur des installations classées pourra présenter ce rapport au Conseil Départemental d'Hygiène en le complétant par un rapport récapitulant les contrôles effectués et les mesures administratives éventuelles proposées par l'inspection des installations classées pendant l'année écoulée.

Le rapport d'activité sera également adressé à la commission locale d'information et de surveillance par l'exploitant.

#### **Article 77 - information du public**

Conformément au décret 93-1410 du 29 décembre 1993 fixant les modalités d'exercice du droit à l'information en matière de déchets prévu à l'article 3-1 de la loi du 15 juillet 1975, et à l'occasion de la mise en service de son installation, l'exploitant adresse au maire de la commune un dossier comprenant les documents précisés à l'article 2 du décret précité.

L'exploitant l'adresse également à la commission locale d'information et de surveillance.

Il assure l'actualisation de ce dossier.

## **TITRE 6 – EXECUTION**

#### **Article 78 - changement d'exploitant**

Tout changement d'exploitant entraîne une nouvelle demande d'autorisation préfectorale assortie de nouvelles garanties financières.

#### **Article 79 - informations.**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée à la mairie de Vicq sur Nahon, et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché dans ladite mairie. Un avis d'information du public sera inséré, aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

#### **Article 80- infractions**

Toute contravention persistante aux dispositions qui précèdent sera déférée aux tribunaux.

### Article 81- droits des tiers.

Les prescriptions du présent arrêté sont imposées sous réserve du droit des tiers, tous moyens et voies de droit étant expressément réservés à ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

"Délai et voie de recours" (Article L.514.6 du code de l'environnement). La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir le jour où la présente décision a été notifiée. Le délai de recours pour les tiers est de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.

### Article 82- application

La secrétaire générale de la préfecture, l'inspecteur des installations classées, le maire de la commune de Vicq sur Nahon, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PREFET,  
Pour LE PRÉFET,  
et par délégation  
La Secrétaire Générale

Claude DULAMON

# ANNEXE 1

## Paramètres de suivi

POINTS DE CONTRÔLES		EAUX SOUTERRAINES piézomètres P1, P2 et P3			EAUX PLUVIALES à chaque point rejet		LIXIVIATS	BOUES et SEDIMENTS
Paramètres	unités	référence 1995 puis tous les 5 ans	1 fois par an	3 fois par an	1 fois par an	3 fois par an	par bâchée	par extraction
niveau NGF de la nappe	m	niveau NGF	niveau NGF	niveau NGF				
Volume évacué	m3	Volume	Volume	Volume			Volume	Volume
Température	T °C	T °C	T °C	T °C	T °C	T °C	T °C	
pH	unité	pH	pH	pH	pH	pH	pH	pH
Conductivité	µs/cm	CDT	CDT	CDT	CDT	CDT	CDT	
P. oxydo-réduction	mV	Rédox	Rédox	Rédox	Rédox *			
Chlorures	mg/l	Cl	Cl *		Cl *			
Sulfates	mg/l	SO4						
Calcium	mg/l	Ca						
Chaux								CaO en kg/tMS
Magnésium	mg/l	Mg						
Magnésie								MgO en kg/tMS
Sodium	mg/l	Na						
Potassium	mg/l	K						
Potasse								K2O en kg/tMS
Aluminium	µg/l	Al						
Résidus secs	mg/l	RSEC						
Carbonates	mg/l	CO3						
Hydrogène-carbonates	mg/l	H2CO3						
DBO5	mg/l	DBO5			DBO5 *		DBO5	
DCO	mg/l	DCO			DCO *		DCO	
MES	mg/l	MES			MES *		MES	
Nitrates	mg/l	NO3						
Nitrites	mg/l	NO2						
Ammonium	mg/l	NH4						
Azote kjeldhal	mg/l	NTK					NTK	NTK
Matières Sèches	%							MS
Carbone Total	mg/l	COT	COT	COT				C en mg/kgMS
Carbone/azote								C/N
Fer	µg/l	Fe					Fe	
Cuivre	µg/l	Cu					Cu	Cu en mg/kgMS
Etain	µg/l	Sn					Sn	
Zinc	µg/l	Zn					Zn	Zn en mg/kgMS
Manganèse	µg/l	Mn					Mn	
Phosphore	mg/l	PO4					Pt	Pt en mg/kgMS
Fluor	mg/l	F					F	
Hydrocarbures dissous	mg/l	HYD	HYD		HYD		HYD	
Hydrocarbures AP	µg/l	HAP						
BTEX	µg/l	BTEX						
Cadmium	µg/l	Cd	Cd *				Cd	Cd en mg/kgMS
Plomb	µg/l	Pb	Pb *				Pb	Pb en mg/kgMS
Nickel	µg/l	Ni					Ni	Ni en mg/kgMS
Arsenic	µg/l	As	As *				As	
Cyanures	µg/l	CN	CN *				CN	
Chrome Total	µg/l	Crt	Crt *				Crt	Crt en mg/kgMS
Chrome Hexavalent	µg/l	Cr6					Cr6	
Mercure	µg/l	Hg	Hg *				Hg	Hg en mg/kgMS
Cr+Cu+Ni+Zn								Cr+Cu+Ni+Zn en mg/kgMS
Sélénium	µg/l	Se						Se en mg/kgMS
Organo chlorés	mg/l	AOX					AOX	
Polychlorobiphényles	mg/l	PCB						

## ANNEXE 2

### critères minimaux applicables aux rejets d'effluents liquides dans le milieu naturel

Matières en suspension totale	MEST	< 100 mg/l si flux journalier max < 15 kg/j < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total	COT	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène	DCO	< 300 mg/l si flux journalier max < 100 kg/j < 125 mg/l au-delà
Demande biochimique en oxygène	DBO5	< 100 mg/l si flux journalier max < 30 kg/j < 30 mg/l au-delà
Azote global	NGL	concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max > 50 kg/j
Phosphore total	Pt	concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max > 15 kg/j
Phénols	IPHEN	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Zn+Mn+Sn+Cd+Hg+Fe+Al) dont : Chromé hexavalent Cr6+ Cadmium Cd Plomb Pb Mercure Hg	MET  CR6 CD PB HG	< 15 mg/l  < 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j < 0,2 mg/l < 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j < 0,05 mg/l
Arsenic	AS	< 0,1 mg/l
Fluor et composés fluorés (en F)	F	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j
Cyanures libres	CN	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j
Hydrocarbures totaux	HYD	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j
Composés organiques halogénés	AOX ou EOX	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j



